

Pouvoir d'achat - De quoi parle-t-on ?

Le pouvoir d'achat est une notion centrale dans le débat politique et revendicatif.

Les chiffres sur le pouvoir d'achat au sens statistique sont constamment mis en avant sur la scène médiatique et par les dirigeants politiques, alors que la construction de cet indicateur et ses variantes restent assez méconnues.

Il est clair qu'au niveau sémantique, la notion de pouvoir d'achat pose problème pour la CGT puisqu'elle cantonne chaque individu à son rôle de consommateur. Le concept de pouvoir d'achat laisse totalement de côté des éléments indispensables à la qualité de vie et même au niveau de vie. Temps libre, relations non marchandes, militantisme ; tout ceci ne peut être saisi par le « pouvoir d'achat » qui ne pourra jamais être une mesure du bien-être tant individuel que collectif.

De la même façon, il ne tient pas compte de l'éloignement des services publics dans certains territoires qui de fait impliquent des dépenses supplémentaires en termes de transports pour accéder à ces services publics. Les services publics rendus en nature comme l'éducation ne sont pas pris en compte non plus.

Définition et calcul

Littéralement, le pouvoir d'achat se définit par la **capacité d'achat de biens et services associé à un revenu donné**. Les statistiques officielles le présentent en dynamique, c'est-à-dire que ce n'est pas le pouvoir d'achat à un instant T qui est calculé mais son évolution par rapport à une période précédente. Cette évolution se calcule par la différence entre l'évolution du revenu disponible brut et l'évolution de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages qui s'assimile à la mesure de l'inflation.

Le revenu disponible brut (voir encadré) correspond à l'ensemble des revenus du travail, du capital et des prestations sociales et revenus de transfert, auxquels on soustrait les impôts et cotisations sociales.

L'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages est légèrement différent de l'indice des prix à la consommation (IPC), le plus connu. Il diffère notamment par une meilleure prise en compte du prix des loyers. Cependant, comme l'a signalé l'Insee à plusieurs reprises et comme nous le verrons dans une autre fiche, il ne s'agit pas d'un indicateur du coût de la vie.

Exemple du calcul du revenu disponible brut

Un ménage cumule 4 000 € de salaires bruts par mois et reçoit 10 € d'intérêts pour son livret A et des allocations familiales pour un montant de 131,55 €. À ces 4141,55 €, il faut soustraire 877,50 € de cotisations salariales et 40 € d'impôts.

Le revenu disponible brut de ce ménage est donc de 3224,05 €. Si, suite à une augmentation, le cumul de leurs salaires bruts est de 4200 € bruts, les cotisations salariales s'élèvent à 921,50 € et les impôts à 45 €. Leur revenu disponible brut grimpe alors à 3 375,05 € soit une augmentation de 4,68 %. Si les prix restent inchangés, leur pouvoir d'achat a également augmenté de 4,68 %.

Du pouvoir d'achat de qui parle-t-on ?

L'indicateur le plus médiatisé et repris par les dirigeants politiques est l'indicateur agrégé.

Fiche Pouvoir d'achat 2

Cet indicateur mesure l'évolution du pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus des français.

Il ne se préoccupe en aucun cas des questions de distribution des gains de pouvoir d'achat au sein de la population. Ainsi, une augmentation de 1% du pouvoir d'achat global peut être totalement accaparée par 10 % de la population si ce sont les revenus du capital qui ont augmenté par exemple. L'augmentation globale peut cacher de fortes inégalités internes.

Le fait que le chiffre le plus relayé soit l'indicateur agrégé pose également d'autres questions. Cet indicateur s'intéresse au pouvoir d'achat global et ne prend aucunement en compte les évolutions

démographiques et sociales. Forcément si la population augmente, il est normal que le pouvoir d'achat global augmente.

Pour grossir le trait, on peut dire que le pouvoir d'achat global des Chinois-es est largement supérieur à celui des Français-es, lui-même supérieur à celui des Luxembourgeois-es du fait de tailles de population totalement différentes.

Pour faire face à cette limite évidente, l'Insee calcule trois autres indicateurs :

- le pouvoir d'achat par personne, qui prend en compte l'accroissement de la population
- le pouvoir d'achat par unité de consommation – voir encadré
- le pouvoir d'achat par ménage.

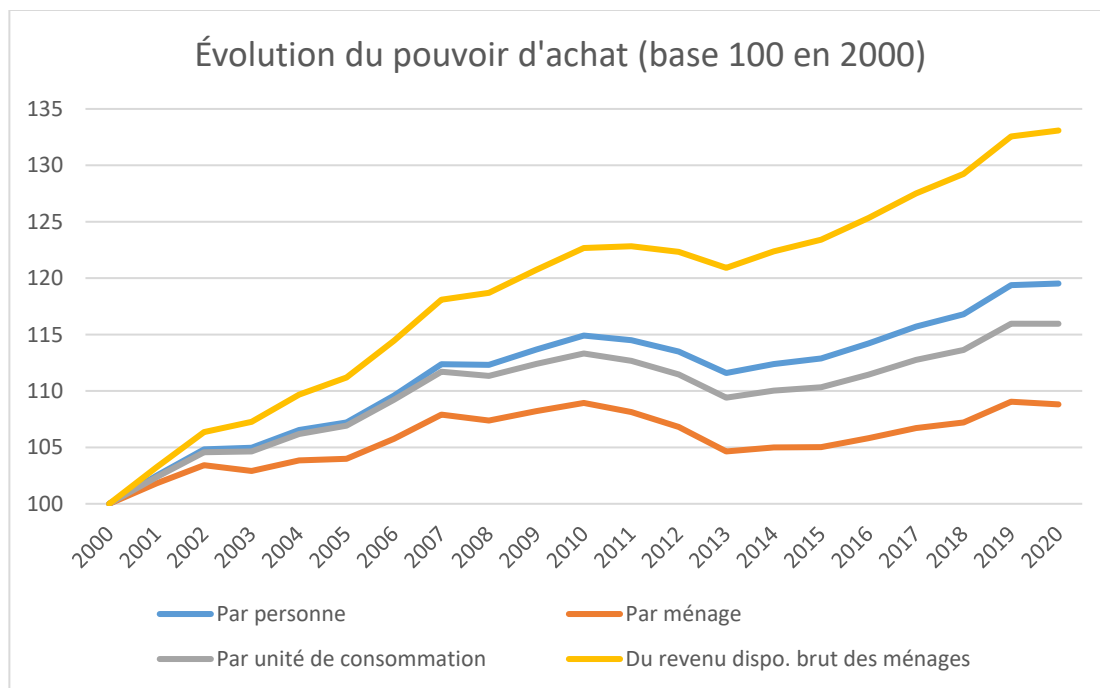
Les unités de consommation

Afin de prendre en compte les économies d'échelle qui sont réalisées quand des individus vivent ensemble, l'Insee, comme d'autres instituts statistiques, utilise le concept d'unité de consommation. Par exemple, le loyer d'un logement pour deux personnes n'est pas deux fois supérieur à un logement pour une personne. De la même façon, ces deux personnes ne vont pas s'équiper de deux frigos, deux machines à laver... Pour prendre en compte ces économies d'échelle, l'Insee considère que la première personne d'un ménage compte pour 1 unité de consommation, ensuite un adulte ou enfant de 14 ans ou plus compte pour 0,5 unité et un enfant de moins de 14 ans compte pour 0,3.

Le nombre d'unités de consommation et a fortiori le nombre de ménages augmentent plus fortement que le nombre de personnes car il y a une tendance à la décohabitation pour diverses raisons (étudiants qui quittent plus tôt

le domicile parental, augmentation du nombre de couples séparés et ainsi de ménages monoparentaux...). Ces indicateurs offrent des chiffres plus proches de la réalité ressentie par les individus que le chiffre agrégé.

Fiche Pouvoir d'achat 2



Source : Insee, calculs des auteurs

Sur 20 ans, la différence apparaît significative. Le pouvoir d'achat global a augmenté de 33,1% (soit 1,4% par an) mais si on s'intéresse au pouvoir d'achat par unité de consommation, l'augmentation n'est plus que de 16% (soit 0,75% par an).

Pire, le pouvoir d'achat par ménage n'a lui augmenté que de 8,8% en 20 ans (soit 0,38% par an), il était en 2020 inférieur à son niveau de 2010.

Si peu de gens se retrouvent dans l'évolution du pouvoir d'achat tel que relayée habituellement, c'est bel et bien parce que cet indicateur vise à calculer une situation globale sans se soucier des détails. Et comme souvent, le diable est dans les détails, et ni l'évolution du pouvoir d'achat, ni la situation sociale ne correspondent à ce qu'en dit le gouvernement.¹

¹ <https://analyses-propositions.cgt.fr/memo-eco-derriere-le-satisfecit-gouvernemental-la-realite-de-la-situation-sociale>